

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la société

Journal de la société statistique de Paris, tome 12-13 (1871-1872), p. 29-38

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1871-1872__12-13__29_0

© Société de statistique de Paris, 1871-1872, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS.



I.

Procès-verbal de la séance du 5 novembre 1870.

Le 5 novembre 1870, la Société de statistique de Paris s'est réunie sous la présidence de M. Ernest Bertrand.

Le procès-verbal de la séance du 2 juillet (la dernière de la Société avant son entrée en vacances) est lu et adopté.

La parole est donnée à M. le secrétaire perpétuel, qui s'exprime à peu près en ces termes :

« Messieurs, je viens vous apprendre ce que je crois pouvoir appeler une regrettable nouvelle, regrettable au point de vue des intérêts de la science que nous cultivons en commun. La division de la statistique générale de France vient d'être supprimée, et celui qui la dirigeait depuis près de vingt années, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

« Je dirai peu de choses de ma personne, si ce n'est que je ne puis dissimuler l'amertume profonde que m'a infligée une mesure qui me frappe dans toute la force, si ce n'est de l'âge, au moins de l'aptitude au travail. Je crois que, pendant dix à quinze années encore, je pouvais, grâce à une expérience assez chèrement acquise, rendre d'utiles services. Il en a été jugé autrement; je n'ai qu'à m'incliner devant la décision qui m'a frappé.

« Je vous demande la permission de consacrer quelques mots d'oraison funèbre au service qui a cessé d'exister, mais qui, tôt ou tard, devra renaître sous un titre et une forme quelconques.

« Le bureau de la statistique de France a été créé en 1833, non par un simple arrêté ministériel, mais par une ordonnance royale, concertée entre les diverses administrations centrales de l'époque. Dans la pensée de ses fondateurs, il devait avoir pour mission de centraliser celles des recherches statistiques qui, n'étant, à cette date, l'objet d'aucune publication de la part des autres ministères, pouvaient éclairer la situation économique du pays. Le programme de ses travaux, tel qu'il fut annexé à l'ordonnance d'institution, est une véritable synthèse statistique, dont la rédaction fait honneur à mon savant prédécesseur, récemment décédé, plein d'honneurs et d'années, M. Moreau de Jonnés.

« Ce n'est pas sans raison que le bureau de la statistique de France fut placé dans les attributions du ministère de l'agriculture et du commerce. Ce ministère, en effet, est l'organe principal des intérêts économiques du pays. Il est chargé de favoriser l'essor de la production agricole et industrielle et de faciliter les échanges.

C'est une administration calme, paisible, studieuse, placée en dehors des influences de la politique, où, par conséquent, il est possible de poursuivre des travaux de longue haleine, à l'abri de ces vicissitudes dans les choses et les hommes qu'ont trop souvent éprouvées d'autres services publics.

« Une grave critique cependant pouvait être dirigée contre le choix de ce ministère, comme organe de la statistique générale, c'est que, étranger à la nomination des dépositaires de l'autorité locale, il n'a pas, sur eux, cette action directe, cette influence positive qui appartient, par exemple, au ministère de l'intérieur. Or (et l'expérience ne l'a que trop prouvé), pour mener à bonne fin les nombreuses enquêtes que l'ordonnance de 1833 confiait au bureau de statistique, cette mainmise vigoureuse de l'administration centrale sur l'administration provinciale lui eût été de la plus grande utilité. Heureux au moins si, dans ses luttes à peu près inévitables contre les bureaux des préfectures, sous-préfectures et mairies, il avait pu compter sur le concours dévoué du ministère qui a la haute gestion des intérêts départementaux et communaux ! Malheureusement (et ce n'est aujourd'hui un mystère pour personne) ce concours lui a fait complètement défaut. Aussi a-t-il eu à combattre, dans l'accomplissement de sa laborieuse mission, des résistances et même des hostilités qu'un peu de confraternité de la part d'un autre ministère eût facilement désarmées....

« Il ne s'en mit pas moins à l'œuvre sous la direction énergique de M. Moreau de Jonnés, et on lui doit, de 1834 à 1851, une première série de publications très-estimables, auxquelles il n'a manqué, pour produire tous leurs fruits, que des *introductions* destinées à résumer les données principales, les renseignements dominants des immenses tableaux numériques qu'elles contenaient, et à préciser la valeur, la portée, la signification réelle de ces données. De là l'usage qui a pu en être fait au profit d'opinions absolument différentes, et le discrédit qui en est résulté pour des recherches faites, en réalité, avec un vif désir de connaître la vérité.

« J'ai pris la direction du service dans les premiers mois de 1852, à la suite de la mise à la retraite de M. de Jonnés, qui, plus heureux que moi, avait accompli sa 75^e année au service de l'État quand il fut appelé à un repos si bien mérité.

« L'année qui suivit fut témoin d'un événement de la plus grande importance pour l'avenir de notre chère science, je veux parler de la première session de ce congrès international officiel, qui a exercé une si profonde et si salutaire influence sur les travaux des bureaux de statistique de l'Europe. Cette session s'ouvrit à Bruxelles en septembre 1853. Bien inexpérimenté encore, mais plein du désir d'apprendre, j'y représentais l'administration de mon pays. J'écoutai avec le plus vif intérêt mes savants collègues de presque toutes les parties du monde faire connaître successivement au congrès la nature, la forme, les résultats des enquêtes qu'ils avaient dirigées, et j'avouerai que je fus frappé de l'infériorité de la France en face des progrès accomplis déjà depuis longtemps par quelques États, notamment par la Belgique, la Hollande, la Suède et la Saxe.

« A mon retour à Paris, je préparai et fis adopter un nouveau programme des travaux de la statistique de France, dans le sens, au moins en grande partie, des résolutions du congrès. Ce programme, s'il était exactement suivi, devait, au moins dans ma pensée, placer immédiatement la France au niveau et peut-être au-dessus des pays les plus favorisés. C'est à sa réalisation que j'ai travaillé, pendant les vingt années de ma direction, avec une constance, je dirai presque avec une ténacité

cités qui n'ont faibli devant aucun des obstacles, devant aucune des difficultés (et elles ont été grandes) que m'a créés une lutte tantôt sourde, tantôt ouverte, non-seulement contre l'autorité locale, mais encore contre une administration centrale puissante, organe peut-être un peu trop docile des récriminations de cette autorité.

« Je ne citerai qu'un épisode de cette lutte, mais il est caractéristique.

« Un jour, le ministre me fait appeler; c'était en 1859. « Si j'étais, me dit-il, un « ministre courtisan, je vous donnerais aujourd'hui une autre destination. Le chef « de l'État en personne, saisi directement, par un assez grand nombre de préfets, « de plaintes très-vives sur l'extension démesurée, dit-on, donnée à votre service « depuis 1853, a demandé votre déplacement. Je n'ai pas cru devoir vous infliger « une disgrâce qui ne me paraissait pas méritée; mais j'ai promis de faire un exa- « men attentif des griefs dont votre bureau est l'objet et d'y donner, s'il y a lieu, « satisfaction. Voici un mémoire qui contient l'énumération de ces griefs. Lisez-le, « réfutez-le, si vous le pouvez, et, dans tous les cas, remettez-moi d'urgence les « observations dont il aura été l'objet de votre part. »

« Le surlendemain, je déposais, entre les mains du ministre, une réponse qui lui paraissait satisfaisante, puisqu'il croyait devoir la communiquer au chef de l'État, et que l'espèce d'interdit, momentanément jeté sur mon service, était levé.

« Les vives animosités dont il avait été l'objet jusque-là firent alors silence. Mais ce n'était qu'une trêve, et lorsque l'homme d'État qui, de 1855 à 1863, avait dirigé d'une main si ferme et avec une si haute intelligence les services réunis de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, eut été appelé à d'autres fonctions, l'attaque recommença, aussi ardente, aussi passionnée que par le passé. J'ai le regret de dire qu'elle n'a pas cessé depuis et que je ne dois pas la considérer comme étrangère à la mesure qui vient d'être prise contre un service dont les travaux, si j'en crois les témoignages d'estime qu'ils ont reçus, tant en France qu'à l'étranger, à l'étranger surtout, n'ont pas été stériles pour la science.

« La décision relative à cette mesure la motive, entre autres considérations, par ce double grief : 1^o que les publications du service étaient tardives, qu'à ce point de vue elles n'avaient pas, pour l'administration, qui a besoin d'être éclairée promptement, une utilité suffisante; 2^o que plusieurs de ses travaux seraient plus convenablement placés dans les attributions d'autres ministères, qui, *au surplus, les réclament.*

« Si j'avais été admis à défendre la division de la statistique de France avant sa condamnation, si la mesure qui l'a frappée n'eût été prise qu'après un débat contradictoire dans lequel son directeur eût été entendu, je crois qu'il m'eût été facile de répondre à ces deux critiques.

« En ce qui concerne la première, — la lenteur relative des publications du service, — j'aurais fait remarquer qu'elle s'expliquait, d'abord par les diminutions successives du personnel affecté à ces travaux. Il est remarquable, en effet, que cette diminution, par suite de nouvelles destinations données successivement et sans remplacement à plusieurs de ses employés, a été, par une singulière fatalité, en quelque sorte corrélative au développement du programme de ses études.

« J'aurais ajouté que les questionnaires de ses enquêtes périodiques se sont accrus sensiblement à la suite de chacune des sessions du congrès de statistique, en exécution des engagements pris en commun par les gouvernements qui s'y étaient fait représenter.

« De là, un délai de plus en plus considérable entre l'envoi de ces questionnaires à l'autorité locale et la transmission des renseignements demandés; — de là, plus de temps à consacrer à la réunion, à la vérification, à la correction, au dépouillement, à la mise en œuvre de ces renseignements, renseignements relatifs, ne l'oublions pas, à un pays de près de 40 millions d'habitants répartis sur un territoire de plus de 53 millions d'hectares; — de là, encore un redoublement des soins minutieux à donner à l'impression des nombreux et immenses tableaux numériques destinés à les résumer.

« Relativement à la question de savoir si certaines des enquêtes confiées, dès sa création, au bureau de la statistique de France ne seraient pas mieux placées dans les attributions d'autres ministères, elle ne peut être examinée utilement que si on se reporte à l'origine et à la destination de ce bureau. Or, ses fondateurs étaient alors pleins de cette pensée que toutes les données statistiques ont, entre elles, des affinités plus ou moins étroites, plus ou moins sensibles, mais toujours réelles, effectives, et que ces affinités ne peuvent être découvertes que par un observateur appelé à étudier les faits dans leur ensemble. C'est l'application du mot célèbre de Montesquieu: *Celui qui voit tout, comprend et abrège tout*. De là, certains travaux qui n'ont, en effet, ou plutôt qui ne paraissent avoir aucun rapport avec les intérêts représentés par le ministère de l'agriculture et du commerce.

« Maintenant, cette vue est-elle absolument juste et serait-il en effet préférable que les bureaux administratifs fissent eux-mêmes la statistique des faits qui s'accomplissent en quelque sorte sous leurs yeux?

« Disons d'abord que cette question a été longuement débattue dans les sept sessions du congrès de statistique et que la discussion s'est toujours terminée par le même vote, par la même résolution, vote et résolution conformes à l'idée de la concentration des statistiques sous la haute direction d'un service unique et d'une commission composée à la fois de savants et des chefs des bureaux administratifs. Il est certain qu'une commission ainsi formée réunirait les connaissances, à la fois pratiques et théoriques, qu'exige l'élaboration d'une statistique exacte. Elle aurait, en outre, les vues supérieures et d'ensemble qui permettent de satisfaire, dans des recherches de cette nature, non-seulement aux besoins immédiats de l'administration, mais encore à ceux de la science. Enfin, toujours progressive, toujours en quête des moyens d'améliorer, de compléter ces recherches, de les mettre en harmonie avec les nouvelles exigences du gouvernement ou de la doctrine, elle combattrait efficacement cette tendance des bureaux à rester toujours dans les limites du programme primitivement arrêté.

« Il a, en outre, paru au congrès que les investigations dirigées par cette commission auraient un caractère d'impartialité et d'indépendance essentiellement propres à la manifestation de la vérité. Les bureaux administratifs ont, en effet, sur les intérêts dont la gestion leur est confiée, des opinions nettement arrêtées. Le plus souvent, ils ont provoqué des mesures qui ont eu, bons ou mauvais, des effets considérables et dont une enquête ouverte sans leur participation, en dehors de leur influence, pourrait prononcer la condamnation. Ils n'ont donc pas cette liberté d'esprit, cette absence complète de *parti-pris*, qui sont les conditions nécessaires de tout examen vraiment scientifique. Mais, d'un autre côté, ils possèdent des notions spéciales et pratiques qui leur permettent d'attribuer aux données numériques leur véritable portée, leur sens en quelque sorte intime, et de substi-

tuer souvent la réalité à l'apparence. Il faut donc les associer à l'œuvre du service central, de telle sorte qu'ils ne puissent au moins en contester les résultats.

« Tel a été, je le répète, l'avis persistant du congrès.

« A Florence, appelé à se prononcer sur ce point, extrêmement délicat, du degré d'indépendance dont devraient jouir, vis-à-vis du gouvernement, le bureau central et la commission supérieure, il a exprimé le vœu que l'organisation du service fût combinée de telle sorte que l'initiative des recherches statistiques lui appartint en même temps qu'à l'autorité supérieure, et que, pour pouvoir triompher des résistances qu'il pourrait rencontrer de la part des administrations locales, il relevât du ministère le plus considérable, de celui notamment dont le chef exerce, dans les pays à institutions parlementaires, les fonctions de président du conseil. — C'était donner sa haute approbation à une institution spéciale à l'Espagne, où la junte centrale de statistique (bureau et commission) est placée dans les attributions de la présidence du conseil.

« En Belgique, le service est sous les ordres du ministre de l'intérieur, qui contrôle et publie chaque année les statistiques élaborées par les autres départements ministériels, mais conformément au programme arrêté par la commission supérieure.

« En Hollande, la statistique est également centralisée au ministère de l'intérieur; mais j'ai lieu de croire que le bureau spécial ne réunit que les documents relatifs aux intérêts dont ce ministère a la gestion directe ou la haute surveillance.

« Comme la Belgique, la Hollande avait autrefois une commission supérieure; elle a été supprimée par mesure d'économie.

« En Autriche, le bureau et la commission forment un des services du ministère de l'agriculture, du commerce et de l'industrie. Tous les départements ministériels sont représentés au sein de cette commission, et lui adressent, comme en Belgique, leurs statistiques spéciales qu'elle soumet à un examen approfondi et publie ensuite en son nom.

« En Italie, le bureau central est également une dépendance du ministère de l'agriculture, du commerce et de l'industrie. Il n'était point encore placé, en 1867, sous la direction d'une commission supérieure, et je n'ai pas appris que cette commission ait été instituée jusqu'à ce jour.

« En Prusse, le bureau de statistique n'est pas encore un bureau central, mais, grâce aux efforts de son savant et entreprenant directeur, il paraît devoir l'être prochainement. En attendant, un essai de formation d'une commission centrale paraît ou n'avoir pas abouti, ou n'avoir pas donné immédiatement des résultats satisfaisants.

« En Angleterre, il n'existe ni bureau central, ni commission supérieure. Toutefois, depuis quelques années, le ministère du commerce a créé un service de statistique qui publie périodiquement quatre catégories de documents fort recherchés. Le premier et le plus répandu, le plus populaire, est le *Statistical Abstract*, ou abrégé de tous les documents recueillis par les autres administrations. Il paraît tous les ans et embrasse une période de 15 années. Le second a pour titre *Miscellaneous Statistics* (statistiques diverses); il est plus développé, plus détaillé que le précédent et comprend en outre un plus grand nombre de documents. Le troisième, qui paraît tous les deux ou trois ans, résume les renseignements transmis par les agents consulaires sur le territoire, la population, le commerce et quel-

ques autres intérêts économiques de tous les États des deux mondes. Le quatrième donne les mêmes renseignements pour chacune des cinquante-deux colonies anglaises. Un compte rendu très-complet, très-intéressant, du commerce extérieur du Royaume-Uni fait l'objet du cinquième et dernier.

« En dehors de ce service, chaque administration centrale a son bureau de statistique ou du moins publie séparément les documents dont la loi ou un vote spécial du Parlement lui prescrit de réunir les éléments.

« En France, le bureau de la statistique de France était bien réellement, au moins dans une grande mesure, un bureau central, puisqu'il recueillait et publiait des documents relatifs, non-seulement à l'agriculture et à l'industrie, mais encore aux grands intérêts ci-après :

« Recensement quinquennal de la population ;

« Relevé du mouvement annuel de la population d'après les actes de l'état civil (naissances, mariages et décès) ;

« Assistance publique — sous toutes ses formes, c'est-à-dire comprenant : les secours en nature, en argent ou médicaux donnés aux malades, aux infirmes, aux vieillards, aux enfants abandonnés ou non, aux nécessiteux, aux aliénés indigents (et non indigents) ; le mouvement et la situation financière des crèches, des salles d'asile, des ouvroirs, des sociétés maternelles et autres associations secourables recevant des subventions de l'État, des départements ou des communes ;

« Opérations des monts-de-piété ;

« Avant 1860, mouvement des établissements pénitentiaires ;

« Avant 1855, maladies et mortalité des membres des sociétés de secours mutuels ;

« Avant 1865, mortalité des déposants à la caisse des retraites pour la vieillesse ;

« Prix des principales denrées alimentaires dans les villes et les campagnes ;

« Salaires dans la grande et la petite industrie ;

« Consommations de toute nature dans les villes à octroi ;

« Études de tous les effets économiques se rattachant aux octrois ;

« Assurances en ce qui concerne les personnes et les choses ;

« Situation financière des départements et des communes.

« Certes, ce programme (dont, en écrivant de mémoire, j'oublie certainement quelques parties) était considérable, et si le bureau avait eu, comme nombre et aptitude, un personnel en rapport avec ses vastes attributions (auxquelles devait se joindre plus tard un résumé annuel de toutes les publications statistiques de l'étranger) ; si, grâce à ce personnel, il avait pu, en quelque sorte, *tenir à jour* chacune des enquêtes annuelles, quinquennales ou décennales, dont il avait été chargé, soit en 1833, soit en 1853, il aurait rendu de bien plus grands services, je le reconnais, que ceux qui lui sont dus.

« Mais, comme je l'ai déjà dit, au fur et à mesure que le cercle de ses travaux et des exigences de toute nature dont il était l'objet s'élargissait, le nombre de ses employés diminuait et je voyais venir avec effroi le moment très-rapproché où il succomberait entièrement sous le poids d'une tâche devenue depuis longtemps de beaucoup supérieure à ses moyens d'action.

« J'ai parlé des exigences dont il était l'objet ; elles se produisaient habituellement sous la forme de demandes de renseignements de toute nature émanant du cabinet du chef de l'État, du cabinet du ministère d'État, des rapporteurs des projets de

loi en élaboration devant le Conseil d'État et les deux Chambres, des rapporteurs des pétitions au Sénat, des savants français et étrangers, des auteurs de projets de toute sorte, financiers, industriels et autres, tant de Paris que de la province, etc., etc.

« Souvent, le chef du service était personnellement invité à communiquer les renseignements que, grâce à sa connaissance des langues étrangères, il avait personnellement recueillis dans les publications des divers pays et dont il avait fait des collections très-importantes. On consultait aussi fréquemment, en s'aidant de ses indications, la belle bibliothèque d'ouvrages spéciaux en toute langue et de documents statistiques français et étrangers dont on lui doit la formation. Il est à craindre que cette bibliothèque ne soit bientôt dispersée entre les divers services du ministère, qui, probablement, n'auront aucun intérêt à l'entretenir, à la mettre au courant des publications nouvelles.

« Si un certain nombre de statistiques voyaient le jour en dehors du service de la statistique de France, — et je citerai, parmi les plus importantes, la statistique pénitentiaire, détachée de ses attributions en 1860, le compte rendu de la justice civile et criminelle, le compte rendu du recrutement, celui du commerce extérieur, les comptes rendus financiers, — il exerçait, sur la préparation de ces documents, une certaine influence utile, soit directement en signalant à leurs auteurs ou des lacunes à combler ou des améliorations à introduire, soit indirectement par les *introductions* placées en tête de ses publications et dans lesquelles il s'efforçait, au nom de sa vieille expérience, de poser les règles à observer dans les enquêtes statistiques de toute nature, pour qu'elles conduisent le plus sûrement possible à la fidèle constatation des faits.

« Convaincu que ces faits ne peuvent être exactement recueillis que par des observateurs expérimentés, il avait provoqué, dès 1852, la formation, au chef-lieu de chaque canton, de commissions permanentes de statistique agricole, et ces commissions, améliorant sans cesse leurs procédés d'information, ont rendu à l'administration, surtout à l'occasion de la grande enquête de 1862, des services dont l'utilité devait nécessairement s'accroître chaque jour.

« Convaincu que les préfetures ne sauraient être, pour les recherches statistiques, d'efficaces intermédiaires de l'autorité centrale, que si ces recherches y sont confiées à des employés familiers avec les études préalables qu'elles exigent, il avait conçu le projet d'amener les préfets à instituer, dans leurs bureaux, un service spécial chargé de centraliser tous les documents demandés par les divers ministères. Mais ce projet ne pouvait réussir qu'avec l'appui du ministère qui dirige l'administration départementale; or, cet appui lui a manqué.

« *De minimis curans*, comme le préteur romain, le service de la statistique de France, pour propager dans la province les notions les plus indispensables de la statistique, et y provoquer le goût des études qu'elle embrasse, avait eu la pensée d'adresser aux préfets un plan, un programme uniforme des données de statistique générale et locale à insérer dans les *Annuaire départementaux* dont ils ont la direction.

« Quoique bien modeste, d'une exécution facile et d'une utilité incontestable, ce projet a échoué, échoué peut-être en raison de son origine, c'est-à-dire parce qu'il émanait d'un service frappé, dans les bureaux des administrations locales, d'une forte impopularité.

« Ainsi, objet, au dehors, d'une véritable hostilité motivée par les travaux extraordinaires qu'il imposait à ces mêmes bureaux, — battu en brèche, à l'intérieur, par une administration centrale de plus en plus décidée à ne pas tolérer qu'il publiât ou qu'il publiât seul, sans son concours, la statistique des services placés sous ses ordres, — attaqué non moins vivement jusque dans le ministère dont il dépendait, sous le prétexte que ses publications étaient tardives et n'avaient pas un intérêt suffisamment pratique; — en un mot, n'ayant, dans ses dernières années, que des assaillants et pas d'autres défenseurs que des publications qui pouvaient bien jouir de l'estime des savants français et étrangers, mais n'avaient pu trouver grâce devant les arbitres de ses destinées, le service de la statistique de France a sombré... »

« Si j'écris un jour son histoire, on verra qu'il méritait un sort meilleur. Mais, hélas! qu'y a-t-il de durable dans ce pays et l'éternelle instabilité de ses institutions de toute nature n'est-elle pas la cause de ses continuelles et cruelles épreuves depuis quatre-vingts ans?... »

M. le Président. Je crois que l'assemblée ne me désavouera pas quand je dirai qu'elle apprend avec un vif regret la suppression du service de la statistique de France et la mise à la retraite prématurée de son laborieux directeur. Mais peut-être la mesure n'est-elle pas définitive? Le gouvernement qui l'a prise est un gouvernement provisoire. Peut-être, ne sera-t-elle pas ratifiée par celui qui le remplacera? On comprendrait difficilement, en effet, qu'un service aussi utile, disons mieux, aussi nécessaire que celui d'un bureau central de statistique, cessât d'exister. Il est possible que celui qu'a dirigé, pendant vingt ans, notre honorable secrétaire, ait succombé sous l'effet d'une organisation défectueuse, et, dans ce cas, il y aurait lieu de rechercher s'il ne pourrait pas être rétabli sur des bases meilleures avec de plus grandes chances de durée? Cette recherche me paraît rentrer parfaitement dans les attributions de notre Société et, pour ma part, je verrais avec plaisir M. Legoyt, s'aidant du concours des membres les plus autorisés de cette assemblée, nous soumettre, à une prochaine séance, un plan d'organisation d'un nouveau service central de statistique. Si ce plan recevait notre approbation, nous l'adresserions au ministre compétent, dont il y a lieu de croire qu'il appellerait la plus sérieuse attention.

M. Legoyt. Pour ma part, je suis aux ordres de la Société.

M. le docteur Lunier. J'apprends avec regret, mais sans surprise, la suppression du service de la statistique de France. Les hostilités sous lesquelles il a succombé, étaient anciennes. Je me suis plusieurs fois entretenu avec M. Legoyt des causes de la faiblesse, au point de vue de son organisation, de ce service, aux travaux duquel je suis, d'ailleurs, tout disposé à rendre justice. Dans ma conviction, un bureau central de statistique n'a de chance de durée que s'il est placé dans les attributions d'un département ministériel qui ait une forte action, non-seulement sur l'autorité locale, mais même sur les autres administrations centrales. A ce point de vue, j'aurais compris, par exemple, quand il existait un ministère d'État, que le service de la statistique de France lui fût confié. Toutes ces inimitiés dont nous a entretenus M. Legoyt, ou ne se seraient pas produites, ou n'auraient eu aucun succès. C'eût été quelque chose d'analogue à ce qu'a fait le gouvernement espagnol pour sa junte centrale de statistique. A défaut d'une organisation de cette nature, le service eût été très-efficacement protégé par l'institution d'une commission centrale composée,

comme dans les divers pays où elle existe, d'administrateurs et de savants, et il est à regretter que M. Legoyt n'ait pas tenté d'en provoquer la formation.

M. Legoyt. J'en demande pardon à l'honorable préopinant, j'ai fait une tentative dans ce sens; mais elle est restée sans résultat. Il importe de savoir qu'en France les commissions permanentes inspirent aux administrateurs des préoccupations poussées jusqu'à la défiance. L'expérience, paraît-il, aurait fait connaître qu'elles ont une forte tendance à empiéter sur le domaine de l'autorité exécutive, ou du moins qu'elles gênent sensiblement son action. Pour ma part, quand je dirigeais le bureau d'administration générale au ministère de l'intérieur, j'ai été membre d'une commission de cette nature. Après quelques mois d'existence, son influence était devenue telle, que ses avis étaient de véritables injonctions pour le ministre. A la suite d'un changement de gouvernement, elle a cessé d'être convoquée.

M. le docteur Lunier. En l'absence d'un ministère prédominant, ministère d'État ou autre, il conviendrait peut-être que le bureau central de statistique fût une dépendance de celle des diverses administrations centrales qui réunit le plus de services pouvant donner lieu à l'élaboration d'une statistique intéressante. Le ministère de l'agriculture et du commerce n'est peut-être pas dans ce cas. Sans doute il a dans ses attributions les deux plus grandes forces productives du pays, l'agriculture et l'industrie. Mais la statistique des faits qui se rattachent à ces deux grands éléments de la richesse nationale n'est peut-être pas suffisante pour constituer solidement un service central, surtout quand on songe que cette statistique présente des difficultés peut-être insolubles. On y a ajouté le mouvement de la population; mais comment se justifie cette adjonction? Cette branche si importante des enquêtes économiques et sociales ne serait-elle pas mieux placée dans les attributions du ministère de l'intérieur?

M. Legoyt. Du moment que l'on créait un bureau central de statistique, il était indispensable de lui confier l'étude du mouvement de la population, parce que cette étude est la base de toute statistique, qu'elle a les plus étroites, les plus évidentes affinités avec tous les autres phénomènes économiques, sociaux ou moraux. Partout où on a fondé, en Europe, un service général de statistique, on a déféré à cette sorte de nécessité de le charger et du dénombrement et du mouvement annuel de la population, deux enquêtes qui se complètent l'une par l'autre. Maintenant, l'attribution au ministère de l'agriculture et du commerce du relevé annuel de l'état civil peut se justifier à un autre point de vue. On sait peu que ce ministère a la haute surveillance de l'hygiène publique en France. Il l'exerce par l'intermédiaire d'une commission supérieure composée d'administrateurs et de médecins. Or, la connaissance du relevé de l'état civil, et notamment de la mortalité par âge, par sexe, par état civil, par saison, par cause, etc., etc., n'est-elle pas indispensable à un service de cette nature?

M. Loua. Si le bureau de la statistique de France a rendu quelques services à la science qui a pour objet l'étude de l'homme dans ses rapports avec la société, c'est assurément par ses publications sur le mouvement de la population, tel que le font connaître et les recensements, et le relevé annuel des naissances, mariages et décès. Pour moi, qui, dans ma collaboration avec M. Legoyt, étais particulièrement chargé de cette étude, je l'ai trouvée pleine d'attraits parce qu'elle est féconde en renseignements de la plus grande portée. Aussi, regretterais-je profondément qu'une nouvelle organisation ne me permit pas de la poursuivre.

M. le Président. Cette discussion me confirme dans la pensée qu'il importe que la Société mette à son ordre du jour, pour une séance prochaine, l'examen des conditions dans lesquelles devrait fonctionner un service central de statistique pour donner les meilleurs résultats possibles.

M. le docteur Vacher. Le journal de la Société n'a pas paru depuis plusieurs mois; M. le secrétaire s'occupe-t-il des moyens de reprendre le cours de ses publications?

M. Legoyt. Vers la fin de juillet, c'est-à-dire avant que le siège eût été mis devant Strasbourg, j'avais adressé à la maison Berger-Levrault de cette ville, qui, comme on sait, imprime notre journal depuis sa création, les manuscrits des numéros d'août à novembre inclusivement. Aucune épreuve ne m'est parvenue depuis.

Dès que, par un événement quelconque, les communications seront rétablies avec Strasbourg, je prendrai les mesures nécessaires, d'une part, pour combler la lacune survenue, par un cas de force majeure, dans la série de notre recueil, de l'autre, pour en assurer la continuation.

Avant que la séance soit levée, j'ai l'honneur d'offrir à la Société, de la part de notre collègue, M. le docteur Vacher, un exemplaire du tirage à part d'un travail qu'il a publié, dans la *Gazette médicale de Paris*, sur l'*hôtel des Invalides*; ce travail fait partie d'une étude de notre savant collègue sur les *grands hôpitaux*.

La séance est levée.
